

FRANCO, JOSÉ ANTONIO ET LE «FASCISME» (II)

Le fondateur de la Phalange, entre l'admiration et la haine

En comparaison de Francisco Franco, le cas de José Antonio Primo de Rivera est totalement différent. Le vieux dictateur meurt de maladie et de complications infectieuses, le 20 novembre 1975, après trente six ans de pouvoir sans partage. Le jeune avocat madrilène, élu chef de la FE de las JONS en 1934, est condamné à mort par un Tribunal populaire et fusillé en catimini dans la cour de la prison d'Alicante, le 20 novembre 1936, après un simulacre de procès. Les points de ressemblance entre les deux hommes sont rares, en dehors de la coïncidence des dates de leurs morts : les deux aiment leur patrie et sont des catholiques pratiquants ; ils ont une douloureuse expérience de la lutte des classes et de la division des partis ; enfin, ils ignorent la peur et dédaignent l'argent.

De la propagande franquiste à la désinformation antifasciste

"*José Antonio, ce méconnu*", tel était le titre opportunément choisi par la rédaction du *Monde*, pour un article publié par mes soins en octobre 1983¹. Trente ans plus tard, pour qualifier le fondateur de la Phalange le mot juste serait plutôt "ignoré". José Antonio est devenu le véritable tabou de l'historiographie espagnole de droite comme de gauche. Victime de la manipulation idéologique qu'en firent les franquistes, honni et vomé par les auteurs néolibéraux, néo-sociaux-démocrates et postmarxistes, il est passé sous silence ou caricaturé par la majorité des journalistes et des historiens.

Ses *Œuvres Complètes*, éditées en pleine transition démocratique par l'Institut d'Études Politiques de Madrid (1976), ont été intégralement détruites². Les conférences programmées sur son nom par les universités espagnoles ont été régulièrement annulées, sans raisons avouées. Pendant des décennies, la RTVE, puis, les principales chaînes de télévision du pays, ont censuré et interdit toute émission qui prétendait lui accorder un peu d'importance.

¹ « Il y a cinquante ans, la création de la Phalange Espagnole, José Antonio, ce méconnu », *Le Monde*, dimanche 30 – lundi 31 octobre 1983, p.2.

Voir : http://www.fundacionjoseantonio.es/doc/Imatz_Le_monde.pdf

² Elles ont fait l'objet d'une réédition définitive plus de vingt cinq ans plus tard, établie par l'historien Rafael Ibañez Hernández : José Antonio Primo de Rivera, *Obras completas*, 2 tomes, Madrid, Plataforma 2003, rééd. 2007.

Lorsqu'un journaliste récalcitrant s'obstine, l'émission est tout simplement supprimée. Dans le meilleur des cas, on décrit José Antonio comme un esprit contradictoire, ambigu, qui aurait cherché dans le fascisme la solution de problèmes personnels et affectifs; dans le pire, il est tenu pour un pâle imitateur de Mussolini, un apprenti dictateur, un homme de main du capital, démagogue, autoritaire, arrogant, violent, raciste et antisémite. On répète à l'envi qu'il ne dédaignait pas le culte de la personnalité, qu'il préférerait le pathos au logos, la passion au raisonnement, voire que sa pensée était simplificatrice ou manichéenne.

Mais répéter à satiété quelques formules insultantes n'est pas démontrer. Les actes, les discours et les écrits de José Antonio, ne correspondent guère à cette légende³. Le philosophe libéral, Miguel de Unamuno, avait vu en lui "*un cerveau privilégié peut être le plus prometteur de l'Europe contemporaine*". Le prestigieux historien libéral, Salvador de Madariaga, l'avait défini comme une personnalité "*courageuse, intelligente, idéaliste*". Des hommes politiques aux sensibilités de gauche, voire d'extrême gauche, comme Indalecio Prieto, Felix Gordón Ordas, Teodomiro Menendez, Diego Abad de Santillán ou des intellectuels renommés comme Gregorio Marañón, Alvaro Cunqueiro, Rosa Chacel, Federico García Lorca, Bertrand de Jouvenel, Gustave Thibon ou Georges Bernanos ont tous rendu hommage à son honnêteté et à sa sincérité. Des personnalités aussi opposées que Fidel Castro, Adolfo Suarez ou José Manuel Aznar ont été séduites dans leur jeunesse par la pensée du fondateur de la Phalange⁴.

"*Un héros de roman de cape et d'épées*" disait de lui l'ambassadeur des États Unis, Claude Bowers. Mais José Antonio n'était pas que cela. Il était en réalité un esprit beaucoup plus fin, subtil et généreux que ne le prétendent les libelles et les hagiographies. Grand d'Espagne, il était devenu républicain de raison et s'était défait de toute nostalgie passéiste pour la monarchie. Il n'avait ni le goût excessif du militaire pour l'ordre et la discipline, ni l'attraction irrésistible de l'acteur politique pour la scène et la comédie. Beaucoup de ceux qui l'ont connu soulignent sa haute

3 Voir : Arnaud Imatz, *José Antonio et la Phalange Espagnole*, Paris, Albatros, 1981 et l'édition complétée, *José Antonio, la Phalange Espagnole et le national-syndicalisme*, Paris, Éditions Godefroy de Bouillon, 2000. Deux éditions actualisées ont été publiées ultérieurement en espagnol: *José Antonio, Falange Española y el nacionalsindicalismo*, Madrid, Ediciones Plataforma 2003 et *José Antonio : Entre odio y amor. Su historia como fue*, avec un prologue de l'académicien Juan Velarde Fuertes, Madrid, Áltera 2006, rééd. 2007.

4 Voir les 1000 témoignages de personnalités culturelles et politiques, de droite et de gauche, recueillis par Enrique de Aguinaga et Emilio González Navarro, *Mil veces José Antonio*, Madrid, Plataforma 2003, 2003.

conception de la justice, son sens du devoir et de l'honneur, son magnétisme, son courage et son humour. Azorín, l'illustre écrivain de la Génération de 98, insiste sur sa "cordialité" et sa "bonté de cœur".

José Antonio face à la violence

Pour la presse libérale et conservatrice de l'époque, José Antonio était un "*national-bolchevique*" qui confondait "*fascisme*" et "*franciscanisme*". La droite n'eut en réalité de sympathie pour lui qu'après les élections de février 1936. Entre le 30 octobre 1933, date de création de la Phalange et le 10 juin 1934, pendant près de six mois, la Phalange fut victime de dix attentats mortels. José Antonio fut lui-même victime d'attentats à la bombe. Mais il refusa obstinément de lancer ses militants dans des représailles. Cette attitude lui valut le surnom de *Simon le fossoyeur* et son parti fut affublé du terme de *Funeraria Española* (Pompes funèbres espagnoles). Sous la République, 725 personnes périrent victimes d'affrontements (2225 en incluant les morts de la Révolution d'octobre 1934). La Phalange de José Antonio, dont environ 80 militants périrent sous les balles de leurs adversaires, est responsable, à titre de riposte, d'une cinquantaine de morts. Elle n'en est pas moins décrite le plus souvent comme le parti des "*pistoleros*".

La phrase de José Antonio sur la nécessité de "*la dialectique des poings et des revolvers lorsqu'on porte atteinte à la justice et à la patrie*" (prononcée lors du discours de fondation de la FE en octobre 1933), est systématiquement accolée à son nom. Beaucoup la considèrent comme l'exemple archétypique de la violence gratuite. Mais elle ne faisait que répondre à la violence des années précédant la guerre civile. L'exemple des parlementaires fouillés à l'entrée de l'hémicycle pour éviter que leurs disputes ne dégénèrent en crimes (un grand nombre d'entre eux étant armés), est révélateur de l'état d'esprit de l'époque. Le député socialiste, Margarita Nelken, réclamait alors "*des flammes gigantesques qui se verront d'un point à l'autre de la planète et des vagues de sang qui teindront les mers en rouge*". Le président du parti socialiste, Francisco Largo Caballero, déclarait: "*Nous sommes en pleine guerre civile. Mais cette guerre n'a pas encore pris le caractère cruel qu'elle devra prendre inexorablement*". Le socialiste Indalecio Prieto tonnait: "*Si le sang doit couler qu'il coule*". Le jacobin-libéral, Manuel Azaña, affirmait préférer: "*À une république entre les mains des fascistes ou des monarchistes [...] n'importe quelle catastrophe, même s'il nous faut répandre du sang*". Le conservateur-libéral, Gil Robles, proclamait pour sa part: "*Nous voulons une patrie totalitaire. Peu nous importe s'il faut verser du sang. La démocratie n'est pas pour nous une fin, mais un moyen pour aller à la*

conquête du nouvel État". Laissons le lecteur imaginer les propos incendiaires des communistes, trotskistes et anarchistes... Il est clair que les démocrates modérés et tolérants brillaient alors surtout par leur absence.

La troisième voie josé-antonienne

La filiation de José Antonio est celle des partisans de la troisième voie. "*Ni de droite, ni de gauche*", il cherche à jeter un pont entre la tradition et la modernité. Il appartient à la lignée des révolutionnaires ou réformistes, radicaux ou modérés, autoritaires ou démocrates, socialistes organicistes ou nationaux populistes, qui prétendent associer, concilier, surmonter les contraires relatifs afin d'intégrer ouvriers, paysans, bourgeois et chômeurs dans la communauté nationale. Unir et fondre les traditions de droite et de gauche, refuser le particularisme égoïste et l'universalisme abstrait, lutter contre le matérialisme individualiste et collectiviste, tel est l'objectif de José Antonio. Il veut, dit-il, implanter une profonde justice sociale pour que sur cette base les peuples retournent à la suprématie du spirituel.

Ce projet idéaliste, il entend le mener à bien en procédant à la nationalisation des banques et des services publics, à une profonde réforme agraire et en créant une propriété familiale, communale et syndicale à côté de la propriété individuelle. La dimension religieuse et chrétienne, le respect de la personne humaine, le refus de reconnaître dans l'État ou le parti la valeur suprême, l'antimachiavélisme et le fondement non hégélien mais classique de l'État, sont autant d'éléments distinctifs de sa pensée. José Antonio n'était ni hégélien, ni darwiniste. Sa pensée est très proche de celle des non-conformistes français des années trente (Mounier, Fabrégues, Maxence, Rougemont, Daniel-Rops)⁵ et de celle d'Eamon de Valera, le fondateur du *Fianna Fáin*, futur président de la République irlandaise.

José Antonio et la guerre civile

José Antonio était convaincu du caractère inéluctable de la révolution socialo-marxiste et pour l'éviter il souhaitait une révolution par le haut. Il ne voulait pas d'une dictature de l'armée. Il rêvait d'un rapide coup d'État phalangiste qui se serait appuyé sur les secteurs militaires jeunes, "régénérationnistes" et réformistes. Aux élections de février 1936, la

⁵ J'ai appelé l'attention sur ce rapprochement, notamment dans mon essai « José Antonio y el fascismo : 70 años de historiografía » (in *Proceso a José Antonio*, II Jornadas Universitarias José Ruíz de la Hermosa, 2010). Depuis, Ernesto Milá a publié: *José Antonio y los no conformistas. Personalismo y Revolución Nacional a los dos lados de los Piríneos*, Barcelone, EMINES 2013.

Falange se démarque soigneusement du Bloc National, coalition des droites, qui s'oppose au *Frente popular*. En mars, José Antonio et la plupart des leaders de la Falange sont incarcérés. Le gouvernement espère alors se débarrasser définitivement d'une opposition encombrante. Mais le résultat inverse est obtenu. Les jeunes des partis conservateurs et libéraux affluent en masse dans les rangs du mouvement que le pouvoir croyait décapiter. Après la destitution illégale du président de la République par le gouvernement du Front populaire, le journal démocrate-chrétien *Ya* réalise une enquête parmi ses lecteurs sur la personnalité la plus apte à remplir les fonctions de chef d'État. La censure interdit de publier le résultat la veille de l'élection de Manuel Azaña (le 11 mai 1936) : José Antonio arrive en tête, devant le monarchiste Calvo Sotelo, lui-même suivi du libéral, Gil Robles. Le philosophe Ortega y Gasset occupe la neuvième place.

Soulignons le : fin juin - à la veille du soulèvement -, les membres du comité directeur de la Falange se divisèrent sur le point de savoir s'il convenait ou non de joindre leurs forces à un soulèvement contre-révolutionnaire. Finalement, la volonté de s'opposer à la révolution marxiste l'emporta.

Pendant les premiers mois de la guerre civile, face au déferlement de haine et de sang, du fond de sa cellule d'Alicante, José Antonio résiste et se dresse presque seul. Il propose sa médiation pour tenter d'arrêter la barbarie. Peine perdue. Condamné à mort pour rébellion militaire, par un Tribunal populaire, alors qu'il a été emprisonné trois mois avant le soulèvement du 18 juillet, sa demande d'appel est rejetée. L'ordre de la condamnation à mort, envoyé directement de Moscou au président du Conseil, Francisco Largo Caballero, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Staline à Madrid, n'admet pas de réplique.

Dès l'annonce de sa condamnation, José Antonio se dirige vers le président du Tribunal, Iglesias del Portal, qui avait été son ami. "*Je regrette le mauvais moment que je te fais passer*" lui dit-il, puis, il lui donne généreusement l'accolade. La belle-sœur de José Antonio et les filles du président du tribunal, témoigneront de ce geste de réconciliation (lettre du 30 janvier 1955). Il meurt, dignement, sans haine, l'âme sereine, après avoir écrit dans son testament: "*Plaise à Dieu que mon sang soit le dernier sang espagnol versé dans des discordes civiles. Plaise à Dieu que le peuple espagnol, si riche en qualités dignes d'être aimées, trouve dans la paix, la Patrie, le Pain et la Justice [...] Que notre Seigneur accepte ma mort en sacrifice pour compenser en partie ce qu'il y a eu d'égoïsme et de vain dans ma vie. Je pardonne de toute mon âme à tous ceux qui ont pu me faire du tort ou m'offenser, sans aucune exception et je prie que tous ceux*

auxquels je dois la réparation d'un dommage grand ou petit me pardonnent [...]. Je veux être enterré conformément au rite de la religion Catholique, Apostolique et Romaine, que je pratique, en terre bénite et sous la protection de la Croix".

José Antonio devant l'Histoire

La disparition prématurée de José Antonio et celle de près de 60% des effectifs de la Phalange, dès le début de la guerre civile, laissaient idéologiquement le champ libre au général Franco. La quasi-totalité des leaders phalangistes ou nationaux-syndicalistes (Ramiro Ledesma Ramos, Onésimo Redondo, Julio Ruiz de Alda, etc.) avaient péri. En avril 1937, le Caudillo imposa à la Phalange et aux carlistes la fusion avec tous les partis de droite (monarchistes, républicains-conservateurs et libéraux de droite). Le nouveau mouvement informel, appelé Phalange espagnole traditionaliste (FET) compta bientôt plus d'un million de membres. En février 1936, la Phalange de José Antonio ne groupait pas plus de 10 à 20 000 militants. Élu second chef de la Phalange, le 18 avril 1937, Manuel Hedilla fut arrêté et détenu le 25 avril. Accusé d'avoir « conspiré » contre Franco, il fut condamné à mort pour avoir, en réalité, refusé l'unification avec les partis de droite. Très vite, les autorités franquistes comprirent l'avantage qu'elles pouvaient tirer d'un culte à José Antonio. Elles exaltèrent son exemple et son sacrifice, récupérant la phraséologie et la symbolique de son parti, mais éliminèrent systématiquement les thèmes révolutionnaires de sa doctrine. Sur 119 ministres du Caudillo, 7 (voire 21, selon les critères que l'on adopte), seront phalangistes. Ils occuperont, presque exclusivement, des portefeuilles à caractère « technique » ou « social », sans portée comme le travail, le logement ou l'agriculture. Les ministères-clefs, notamment ceux de l'économie ou de l'éducation nationale et de la culture leur échapperont toujours.

L'instrumentalisation par l'historiographie franquiste explique en grande partie la manipulation ou le silence embarrassé dont la figure du fondateur de la Phalange est aujourd'hui l'objet. Ramón Serrano Suñer, ministre des affaires étrangères, beau-frère du "generalísimo", le seul témoin des deux entretiens entre Franco et José Antonio, m'affirmait en 1985: "*Les rapports entre eux étaient ni bons ni mauvais. C'était ceux de personnes qui, par leur mentalité, leur sensibilité et leur idéologie, se trouvent dans des mondes très éloignés. Il ne put jamais y avoir de discussion politique sérieuse entre eux. Il n'y eut jamais d'accord ou d'entente entre les deux*".

Il y a plus de 30 ans, dans un article du *Figaro*, qui invitait à lire la première édition de mon *José Antonio et la Phalange*, Pierre Chaunu

dressait un surprenant parallèle entre « le nationalisme populaire » de Charles de Gaulle et le national-syndicalisme de José Antonio Primo de Rivera⁶. Soulignant le désir du futur général, alors colonel, de concilier et d'harmoniser les traditions libérale, socialiste et nationaliste, l'historien de l'Institut de France écrivait sans ambages : « Ce besoin de réconciliation en forme de dépassement dialectique se retrouve au même moment chez José Antonio Primo de Rivera ». Une thèse séduisante, à rapprocher de celle qui fait un parallèle entre le phalangisme josé-antonien, le Fianna Fail irlandais et le personnalisme chrétien des non-conformistes français des années trente.

Arnaud Imatz

⁶ « De Gaulle à la lumière de l'Histoire » in *Le Figaro*, 4-5 septembre 1982, sur le livre de François-Georges Dreyfus, *De Gaulle et le gaullisme*, 1982.